

DANS L'ACTUALITE du 1^{er} au 3 octobre 2013

Textes officiels

JORF n° 0229 du 2 octobre 2013 page 16355

Publication du décret relatif au contentieux de l'urbanisme

[Décret n° 2013-879 du 1er octobre 2013 relatif au contentieux de l'urbanisme](#)

JORF n° 0228 du 1 octobre 2013

Approbation partielle du projet d'acte déterminant les infractions et les sanctions pénales prévues par le code de l'environnement applicable à Saint-Barthélemy

[Décret n° 2013-878 du 30 septembre 2013 portant approbation partielle d'un projet d'acte du conseil territorial de Saint-Barthélemy relatif aux dispositions et sanctions pénales du code de l'environnement de Saint-Barthélemy](#)

Projet de loi

Simplification et sécurisation de la vie des entreprises : adoption en 1^{ère} lecture par l'Assemblée nationale

[Projet de loi d'habilitation à prendre par ordonnances diverses mesures de simplification et de sécurisation de la vie des entreprises, adopté en 1^{ère} lecture par l'Assemblée nationale le 1er octobre 2013, TA n° 215](#)

Jurisprudence

Contrat public

Résiliation unilatérale pour un motif d'intérêt général

[CE 1^{er} octobre 2013 Société Espace Habitat Construction, req. n° 349099](#)

Le maire d'une commune, saisi d'une demande d'abrogation d'un document d'urbanisme, qu'il estime non fondée, est-il compétent pour y statuer, ou est-il tenu d'en saisir le conseil municipal ?

[CE, avis, 2 octobre 2013 *Mairie de Saint-Jean-de-Maruéjols-et-Avéjan*, req. n° 367023](#)

Analyses de jurisprudence des mois d'août et septembre 2013

[- Publication - Les décisions du Conseil d'État et du Tribunal des conflits qui sont retenues pour le Recueil Lebon font l'objet d'une analyse par le Centre de recherches et de diffusion juridiques du Conseil d'État. Les analyses des mois d'août et septembre 2013 sont en ligne.](#)

Source : Conseil d'Etat du 1^{er}/10/2013

Administration fiscale

Champ d'application de la taxe sur les surfaces commerciales

[Précisions de l'administration fiscale du 2 octobre 2013 sur la TFP - Taxe sur les surfaces commerciales.](#)

Source : bofip.impot.gouv.fr du 02/10/2013

Réponse ministérielle

Caractéristiques du contrat de délégation de service public

[Rép. min. n° 06680, JO Sénat du 26 septembre 2013](#)

Marchés publics pour des matériels spécialisés

[Rép. min. n° 07148, JO Sénat du 26 septembre 2013](#)

Installation des organes délibérants à la suite d'une fusion d'établissements publics de coopération intercommunale

[Rép. min. n° 07486, JO Sénat du 26 septembre 2013](#)

Vu par ailleurs

Contrat public

ENT : le CE valide le recours à l'article 35 II 8° du CMP

Un pouvoir adjudicateur peut lancer une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence pour l'exploitation et la maintenance d'un logiciel, acquis lors d'un précédent marché. Le CE a jugé légal le recours à cette procédure dans la mesure où la société propriétaire du logiciel dispose de droits d'exclusivité qui englobent la prestation objet du marché.

Source: achatpublic.info du 03/10/2013

On peut se soumettre volontairement à l'arrêté sur la signature électronique

Le juge du référé précontractuel a estimé qu'une entité soumise à l'ordonnance du 6 juin 2005 peut volontairement se soumettre aux dispositions de l'arrêté du 15 juin 2012 sur la signature électronique. Elle peut donc rejeter comme irrégulière une offre électronique signée au moyen d'un certificat PRIS V1 alors que le RC exige un certificat RGS conformément à l'arrêté en cause.

Source: achatpublic.info du 03/10/2013

Veolia devrait conserver l'essentiel du marché de l'eau dans la communauté urbaine de Marseille

Les élus de Marseille Provence Métropole doivent se prononcer le 25 octobre 2013 sur la délégation de service public de la distribution de l'eau pour les 15 prochaines années.

Source : gazette des communes du 01/10/2013

Urbanisme

Contentieux de l'urbanisme : un décret poursuit l'effort de réduction des délais

[Un décret du 1er octobre 2013 modifie certaines des règles applicables au contentieux de l'urbanisme, "afin de réduire le délai de traitement des recours qui peuvent retarder la réalisation d'opérations de construction de logements", précise le ministère de l'Egalité des territoires et du Logement.](#)

Source : localtis.info du 02/10/2013

Suppression de l'appel pour les contentieux des permis de construire dans les zones tendues

[Un décret est relatif au contentieux de l'urbanisme. Il complète l'ordonnance du 18 juillet 2013 sur ce sujet.](#)

Source : gazette des communes du 02/10/2013

Contentieux de l'urbanisme : un traitement plus rapide, mais provisoirement

[Un décret du 1er octobre permet, pendant une période de cinq ans, de réduire le traitement des recours à l'encontre des constructions de logements. Et de cristalliser les moyens susceptibles d'être invoqués en cours de procédure.](#)

Source : le Moniteur du 02/10/2013

Construction : trois ordonnances pour faire sauter les obstacles

[Densifier, sécuriser, accélérer : ce sont les objectifs des trois ordonnances adoptées en conseil des ministres, selon le calendrier prévu par la loi d'habilitation du 1er juillet 2013 pour accélérer les projets de construction.](#)

Source : le Moniteur du 02/10/2013

Les maires pourront déroger à plusieurs règles du plan local d'urbanisme (PLU)

[Des ordonnances visant à faciliter la construction ont été présentées en conseil des ministres du 2 octobre. Elles permettront de déroger à plusieurs règles du PLU lorsqu'il s'agira de densifier pour construire du logement.](#)

Source : le Courrier des maires du 02/10/2013

Trois ordonnances et un décret pour faciliter la construction de logements adoptés en Conseil des ministres

Très attendus, les quatre textes présentés ce 2 octobre par la ministre du Logement visent à faciliter les opérations d'aménagement pour construire davantage de logements.

Source : localtis.info du 02/10/2013

Logement

La ministre de l'égalité des territoires et du logement a présenté une ordonnance relative à la procédure intégrée pour le logement, une ordonnance relative à la garantie financière en cas de vente en l'état futur d'achèvement et une ordonnance relative au développement de la construction de logements, ainsi qu'un décret pris pour l'application de cette dernière ordonnance.

Source : Conseil des ministres du 02/10/2013

Environnement

Compagnie du Vent (GDF Suez) condamnée à enlever 10 éoliennes dans le Pas-de-Calais

La Compagnie du Vent, qui appartient au groupe GDF Suez, a été condamnée à enlever 10 éoliennes de deux parcs dans le Pas-de-Calais, un cas sans précédent par son ampleur.

Source : le Moniteur du 02/10/2013

Comment appliquer la RT 2012 aux projets d'extension ?

Les éclaircissements livrés par la Direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages cet été et l'agrément délivré, le 20 septembre, par les ministères de l'Ecologie et du Logement à un logiciel de calcul réglementaire simplifié devraient faciliter l'application de la RT 2012 aux projets d'agrandissement.

Source : le Moniteur du 23/09/2013

Collectivités territoriales

Le Conseil d'Etat recommande le recours au droit souple

Favoriser le recours et l'emploi du droit souple pour simplifier les normes et la réglementation applicables aux collectivités, telle est l'une des propositions formulées par le Conseil d'Etat dans son étude annuelle 2013 qui ne manquera pas d'interpeller les associations d'élus locaux désireuses d'une simplification en la matière.

Source : le Courrier des maires du 03/10/2013

Grand Paris

Contrats de développement territorial : une date butoir reportée à fin 2014

Initialement prévus pour être finalisés fin 2013, les contrats de développement territorial du Grand Paris devraient disposer d'un délai supplémentaire d'un an pour tenir compte du retard pris dans les discussions. Ce report voté en juillet par les députés va passer au Sénat dans le cadre de l'examen du projet de loi de modernisation de l'action publique et d'affirmation des métropoles. A l'heure actuelle, douze projets de CDT seulement, sur 22, ont été validés. La première signature est prévue le 28 octobre.

Source : localtis.info du 02/10/2013

Transport

Le Stif ouvre la voie à un téléphérique urbain dans le Val-de-Marne

Le Syndicat des transports d'Ile-de-France (Stif) a validé le trajet et la technologie du téléphérique urbain que souhaite créer le département du Val-de-Marne, le Téléal, ouvrant la voie aux concertations publiques puis à sa mise en service prévue pour 2018.

Source : le Moniteur du 1^{er}/10/2013

Colloque / Séminaire

- Journée d'études actualité du droit de l'urbanisme (GRIDAUH)

Le 22 novembre 2013 à l'Auditorium de la Maison du Barreau - 2-4, rue Harlay 75001 Paris.

[Le programme et les modalités d'inscription seront communiqués prochainement.](#)

- 4e Rencontres juridiques des Collectivités territoriales

Du 20 au 21 novembre 2013, au CIG Petite Couronne - 157 Avenue Jean Lolive - 93500 Pantin. Organisée par le Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT) en partenariat avec la Revue Lamy des Collectivités Territoriales.

Renseignements et inscriptions : www.cnfpt.fr

Contact : anne.rinnert@cnfpt.fr

- 96^e Congrès des maires de France et des présidents des communautés de France

Du 19 au 21 novembre 2013 au Parc des expositions – Porte de Versailles – 75015 Paris. Simultanément se tiendra le Salon des maires et des collectivités locales.

Renseignements et inscriptions : www.amf.asso.fr

Vu dans les revues

AJDA n° 32-2013 du 30 septembre 2013 p.1839, *L'information des parties sur le sens des conclusions du rapporteur public*, par Fabrice Melleray et Bernard Noyer

AJDA n° 32-2013 du 30 septembre 2013 p.1850, *La justice administrative à nouveau réformée*, par Jacques Hardy

La gazette des communes n° 36/2190 du 30 septembre 2013 p. 52, *La singularité du domaine public mobilier*, par Philippe Dupuis

Presse

Trois ordonnances pour accélérer la construction

[Trois des ordonnances prévues d'ici au début 2014 pour accélérer la construction de logements ont été adoptées hier en Conseil des ministres.](#)

Source : les Echos du 03/10/2013